LES DÉTECTIVES PRIVÉS
à la loupe

ENQUÊTE *Particuliers et chefs d'entreprise font de plus en plus souvent appel à eux. Au lendemain de leurs Etats-Généraux, nous en avons rencontré quatre, histoire de balayer certaines idées reçues.*

PAR VÉRONIQUE GROUSSET (TEXTE) ET JEAN-MICHEL TURPIN (PHOTOS)

Ils sont le dernier recours de ceux pour qui les policiers et les magistrats ne peuvent rien ; faute de temps ou de moyens, ou tout simplement parce qu'ils n'ont pas le droit d'intervenir. Qu'il s'agisse de retrouver un objet précieux oublié dans un taxi ou un proche disparu à l'étranger, de vérifier le patrimoine d'un débiteur indélicat ou le CV d'un futur dirigeant, d'enquêter sur un héritage ou un adultère, le champ des activités potentielles des détectives privés est incroyablement vaste. Depuis que Vidocq a inventé leur profession, en 1833, celle-ci n'a pourtant pas beaucoup changé. Les agents de recherches privées (ARP, leur dénomination officielle), dûment agréés par les préfectures – ne surtout pas s'adresser aux marlous qui pullulent sur internet ! –, sont toujours moins d'un millier en France et la plupart d'entre eux continuent à travailler seuls, sans réelle formation juridique, puisque celle-ci n'est devenue obligatoire qu'à partir de 2006. Et même si leur corporation est en pleine évolution – elle s'est récemment dotée d'un code de déontologie et œuvre de plus en plus en collaboration avec la Justice –, on y trouve encore de tout. Démonstration à partir du portrait de quatre de ces Sherlock modernes, aussi différents que possible les uns des autres.

Elodie Bance se sert parfois d'un téléobjectif, mais elle préfère utiliser un smartphone, « un outil parfait, car banal donc invisible, et qui fait tout : filmer, photographier, enregistrer ».

ÉLODIE BANCE
Agence Bance

Dans un métier où les hommes de plus de 45 ans sont en écrasante majorité, Elodie Bance fait déjà figure d'exception ; mais sa jeunesse et sa silhouette de Catwoman ne sont pas ses seuls signes distinctifs. Le plus original chez elle, c'est la solidité de sa formation juridique et son extrême rigueur professionnelle, deux qualités rares dans une corporation truffée d'autodidactes et d'anciens flics, qui hésitent rarement à consulter illégalement un fichier interdit ou à poser des micros clandestins. Alors que cette jeune mère de 36 ans se targue au contraire de *« gagner très bien (sa) vie en ne fournissant que des informations traçables, licites et montrables en justice »* ; donc très appréciées de ses clients, qu'ils soient chefs d'entreprise, avocats ou particuliers. Formée à la rude école du journalisme free-lance (*« idéale pour apprendre à recueillir des témoignages et à rédiger des rapports structurés »*), Elodie Bance se distingue aussi par le fait qu'elle n'est ni paranoïaque ni misogyne : elle accueille des stagiaires, sans craindre qu'ils ne fouillent dans ses dossiers, et elle adore travailler avec des femmes, qu'elle trouve *« plus précises, plus discrètes, plus ponctuelles et surtout plus fiables »*. D'ailleurs, elle envisage de s'associer avec l'une de ses consœurs *« pour ne plus avoir à travailler 50 heures par semaine »* ; ce qui devrait achever de la singulariser au sein d'une profession exercée à plus de 90 % par d'indécrottables solitaires.

Martine Baret à la fenêtre de son bureau, situé à deux pas du Louvre. Elle dirige une agence mythique, mais qui gagnerait à adopter des techniques plus modernes.

MARTINE BARET
Agence Duluc

Cette enseigne au néon est l'une des plus célèbres de Paris. Accrochée rue du Louvre depuis 1954 (*« La seule chose qui a changé, c'est qu'elle ne clignote plus ; on nous l'a interdit »*), elle a fait fantasmer des millions de passants, dont certains qui se sont peut-être inventé un soupçon d'adultère rien que pour pénétrer dans ce sanctuaire et découvrir ce qu'il cache. Ceux-là ont sans doute été déçus, sans être vraiment surpris : l'agence Duluc ressemble à toutes celles que l'on voit dans les films noirs américains d'avant-guerre, en moins gai. Côté cour, on patiente dans une petite pièce où trône le « brevet d'étude du signalement descriptif » obtenu en 1910 par le fondateur, Jean Duluc. Côté rue, on est reçu par Martine Baret, fille de l'ancien policier qui racheta l'affaire en 1945. Aucun signe de modernité, ni dans l'équipement ni dans le discours. Entrée dans la profession en 1966, l'actuelle propriétaire-gérante s'est formée *« sur le tas »* et s'en vante, autant que de son désintérêt pour l'évolution de son métier. Fière de ne *« fonctionner qu'à la matière grise »*, elle croit vraiment qu'*« internet ne sert à rien »*, et que les formations juridiques sont une perte de temps. Pas question pour elle d'engager un diplômé ni d'héberger un stagiaire. Martine Baret préfère se cantonner à des affaires « classiques » (adultères, recherches de personnes, enquêtes de moralité), tout en se cramponnant à son enseigne : bon an, mal an, c'est toujours grâce à elle que son agence attire un bon tiers de sa clientèle.

A la fois détective privé et expert en « intelligence » (espionnage) économique, il se dit « horrifié » par la vulnérabilité des entreprises françaises.

ARNAUD PELLETIER
Agences Leprivé & Stratég-IE

A chaque fois que les médias découvrent un scandale d'espionnage au sein d'une grande entreprise (vidéosurveillance non signalée, micros clandestins, boîtes e-mails ou téléphones mobiles piratés, faux employés infiltrés par la direction), c'est presque toujours lui qu'on invite à la télévision, en sa double qualité de détective privé et d'expert en intelligence économique. Mais Arnaud Pelletier * en a *« un peu marre de n'intervenir que sur des dérives »* et brûle de *« faire comprendre ce qu'est l'intelligence économique : du renseignement stratégique, vital pour la santé de nos entreprises »*. Contrairement à ses principaux concurrents, employés dans de gros cabinets étrangers, *« généralement russes, suisses ou américains, ce qui les aide à obtenir des informations illégales en France »*, ce jeune quadra jure ne recueillir *« que de l'info blanche »* (accessible à tous) *« ou grise »* (après enquête de terrain), *« mais jamais noire »* (fichiers ou prototypes volés, atteintes à la vie privée). *« Mon travail consiste à vérifier les doutes d'un client – détection d'écoutes, sécurisation des données, enquête sur un soupçon de fraude ou de concurrence déloyale – avant de lui proposer une riposte adaptée : doit-il en profiter pour transformer la menace en opportunité, attaquer en justice, désinformer l'adversaire ? »* Une mission très complexe, qu'il aimerait bien voir reconnue (et réglementée) à sa juste valeur.

*** Coauteur avec Patrick Cuenot d'« Intelligence économique, mode d'emploi », Pearson, 272 p., 29 €.**

« JED » en filature dans une gare. Il préfère obtenir des informations en se faisant passer pour un autre, une imposture autorisée par la déontologie de sa profession.

Leurs enquêtes aident les avocats à construire de meilleurs dossiers

JEAN-EMMANUEL DERNY
Roche Investigations

Jean-Emmanuel Derny * ressemble à tout le monde et c'est une qualité ; personne ne le remarque. Posté au départ d'un TGV Paris-Genève, il guette l'arrivée de sa *« cible »* afin de la prendre en photo installée dans un wagon. Obtenu *« de façon légale et sans moyens disproportionnés »*, ce cliché pourrait servir à établir que cette personne s'est bien rendue en Suisse, à une date donnée, sans autre motif plausible que d'y dissimuler des revenus. Mais ce n'est pas pour le fisc que travaille ce détective privé sexagénaire, ancien ingénieur en électronique : *« Les agents du Trésor ont des moyens bien supérieurs aux nôtres en matière d'évasion fiscale. Ils n'ont aucune raison de faire appel à nous… »* Ce qui n'est pas le cas des particuliers (créanciers ou conjoints en instance de divorce) qui l'engagent pour prouver qu'un débiteur n'est pas aussi « insolvable » qu'il le prétend. De la routine pour « JED », mais ce qu'il préfère, ce sont les enquêtes qui l'obligent à jouer un rôle, comme celui du « client mystère » ou du « chasseur de têtes », deux fonctions qu'il utilise fréquemment pour se renseigner sur les défauts d'un magasin ou les mauvaises pratiques (fraude, concurrence déloyale, contrefaçon) d'une entreprise. Car on n'imagine pas l'étendue et la diversité des affaires privées dont la police ou la justice n'ont pas le droit de s'occuper, et qui constituent donc une manne pour ces agents très spéciaux, aux moyens légaux limités mais à l'obstination sans borne.

***Auteur de « Détectives privés : des agents très discrets », L'Harmattan, 276 p., 28,50 €.**